



ORGANISATION DU TRAITÉ
D'INTERDICTION COMPLÈTE
DES ESSAIS NUCLÉAIRES

Distr. : LIMITED
CTBT/PTS/INF.1566
7 October 2020
FRENCH
Original : ENGLISH

INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LES MESURES D'APPLICATION NATIONALES : LÉGISLATION, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS ET ACCORDS SUR LES INSTALLATIONS

Note du Secrétaire exécutif

Le document CTBT/PTS/INF.1204 présente des informations et des observations sur les mesures d'application nationales. Ses annexes, qui renseignent sur l'état d'avancement de ces mesures, sont régulièrement actualisées. La présente note, qui y apporte une nouvelle mise à jour, a été établie conformément à la décision prise par le Groupe de travail A, à sa cinquante-sixième session, de revenir sur cette question à sa cinquante-huitième session (CTBT/PC-53/WGA/1, par. 27). Les informations de fond figurant dans le document CTBT/PTS/INF.1204 restent valides.

Résumé

Le document CTBT/PTS/INF.1204 a été initialement établi à la demande du Groupe de travail A (CTBT/PC-35/WGA/1). Il contient des informations sur : 1) la législation et les autres mesures nationales adoptées par les États signataires ; 2) les accords et arrangements relatifs aux installations en vigueur ; 3) les taxes et droits payés aux États signataires par la Commission ; et 4) le programme d'assistance juridique du Secrétariat technique provisoire. Il fournit également les informations demandées par le Groupe de travail B concernant l'influence des mesures d'application nationales sur la disponibilité des données (CTBT/PC-35/WGB/1, par. 82, CTBT/PC-36/WGB/1, par. 74, et CTBT/PC-37/WGB/1, par. 76). Les annexes actualisées du document CTBT/PTS/INF.1204 qui figurent dans le présent document tiennent compte des statistiques et informations les plus récentes dont on dispose dans les quatre domaines susmentionnés.



Table des matières

| | |
|--|----|
| Annexe I : Législation et mesures nationales adoptées par les États signataires (au 31 août 2019) | 3 |
| Annexe II : Installations : accords/arrangements en vigueur (au 31 août 2020)..... | 6 |
| Annexe III : Vue d'ensemble des taxes et droits payés aux États signataires | 8 |
| Annexe IV : Programme d'assistance juridique du Secrétariat technique provisoire .. | 10 |

ANNEXE I

**LÉGISLATION ET MESURES NATIONALES ADOPTÉES
PAR LES ÉTATS SIGNATAIRES¹
(au 31 août 2020)**

| État | Intitulé de la législation ou de l'accord |
|---|---|
| DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET DÉCRETS EN RAPPORT AVEC LE TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES | |
| Allemagne | Loi du 9 juillet 1998 relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Argentine | Loi nationale n° 25 022 portant approbation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Australie | Loi n° 78 de 1998 relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, modifiée (certains articles en vigueur ; certains en attente de l'entrée en vigueur du Traité) |
| Autriche | Loi constitutionnelle fédérale concernant une Autriche dénucléarisée (1 ^{er} juillet 1999) |
| Bélarus | Loi n° 384 du 13 mai 2000 relative à la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Brésil | Décret législatif n° 64 de 1998 portant approbation du texte du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Cambodge | Loi relative à l'interdiction des armes chimiques, nucléaires, biologiques et radiologiques |
| Canada | Loi de mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1998) |
| Colombie | Loi 660 du 30 juillet 2001 portant approbation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Costa Rica | Loi n° 8094 du 2 mars 2001 portant approbation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires Décret d'exécution n° 29 803 |
| Danemark | Loi n° 403 du 2 juin 1999 sur les mesures d'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Estonie | Loi de 1999 portant ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Fédération de Russie | Loi fédérale de 2000 portant ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Guatemala | Décret 20-2011 du Congrès portant approbation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Hongrie | Résolution gouvernementale n° 2087/1999 (5 mai) relative à la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à la désignation de l'Autorité nationale |
| Îles Cook | Loi d'interdiction des essais nucléaires de 2007, y compris l'interdiction de provoquer toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire que ce soit, d'encourager l'exécution d'une telle explosion ou d'y participer |
| Irlande | Loi n° 16 de 2008 relative à l'interdiction des essais nucléaires |
| Italie | Loi n° 484 du 15 décembre 1998, « Ratification et mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, y compris ses protocoles et annexes, tels qu'adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 septembre 1996 » Loi n° 197 du 24 juillet 2003, « Modifications et intégration à la loi n° 484 du 15 décembre 1998 relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » |

¹ Les États signataires sont invités à informer le Secrétariat technique provisoire des corrections et mises à jour à apporter à cette liste en écrivant à : legal.registry@ctbto.org.

| État | Intitulé de la législation ou de l'accord |
|--|--|
| Mexique | Décret portant approbation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Journal officiel du 1 ^{er} octobre 1999) Décret portant promulgation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Journal officiel du 27 décembre 1999) |
| Mongolie | Loi relative à l'exemption d'armes nucléaires (3 février 2000), y compris l'interdiction de tester ou d'utiliser des armes nucléaires Résolution 19 du Grand Khoural de Mongolie sur les mesures à prendre dans le cadre de l'adoption de la loi relative à l'exemption d'armes nucléaires (3 février 2000) |
| Nouvelle-Zélande | Loi de 1987 relative à la dénucléarisation, au désarmement et au contrôle des armements, y compris l'interdiction de tout essai d'engin explosif nucléaire Loi de 1999 relative à l'interdiction des essais nucléaires |
| Panama | Loi n° 104 du 30 décembre 1998 portant approbation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires |
| Qatar | Décision n° 26 du Conseil des ministres (2004) portant création d'un Comité national pour l'interdiction des armes |
| Royaume-Uni | Loi de 1998 sur les explosions nucléaires (Interdiction et inspections) |
| Sri Lanka | L'article 22 de la loi portant création d'une agence de l'énergie atomique (loi n° 19 de 1969) dispose que ni l'agence, ni personne ne doit produire ou développer des armes atomiques ou des pièces de celles-ci ou effectuer ou faire effectuer des travaux expérimentaux dans le but d'obtenir des ensembles nucléaires explosifs destinés à des armes atomiques. |
| Suède | Loi SFS 1998 :1702 relative aux inspections menées au titre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires Loi modifiant la loi (1984 :3) relative aux activités nucléaires Loi SFS 1998 :1703 modifiant le Code pénal Loi SFS 1998 :1704 modifiant la loi (1976 :661) relative aux privilèges et immunités |
| Suisse | Arrêté fédéral concernant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires adopté par l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse le 18 juin 1999 |
| RÉGLEMENTATION DES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE LA COMMISSION | |
| Australie | Commission préparatoire de l'OTICE (Privilèges et immunités), Réglementation (2000) et modification (2004) (n° 1) |
| Autriche | Accord entre la République d'Autriche et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires relatif au siège de la Commission |
| Canada | Décret sur les privilèges et immunités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de son Secrétariat technique provisoire |
| Fédération de Russie | Loi fédérale portant ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2000), article 4, accordant à la Commission préparatoire, jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité, la capacité juridique ainsi que les privilèges et immunités nécessaires à la Commission, à son personnel et à ses délégués pour exercer leurs fonctions en toute indépendance Décret n° 2872/36n du 29 février 2012 |
| Nouvelle-Zélande | Ordonnance de 2000 relative aux privilèges diplomatiques (Commission préparatoire de l'OTICE) Ordonnance modifiée de 2009 relative aux privilèges diplomatiques (Commission préparatoire de l'OTICE) |
| Royaume-Uni | Ordonnance n° 1282 de 2004 relative à la Commission préparatoire de l'OTICE (Immunités et privilèges) Textes réglementaires écossais, ordonnance n° 44 du 11 février 2009 |

| État | Intitulé de la législation ou de l'accord |
|--|---|
| Slovaquie | Accord entre le Gouvernement de la République slovaque et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires concernant la coopération mutuelle aux fins des activités de formation et exercices pratiques menés par la Commission en matière d'inspections sur place |
| Suède | Loi SFS 1998 :1704 modifiant la loi (1976 :661) relative aux privilèges et immunités |
| Union européenne | Directive 2006/112/CE du Conseil (28 novembre 2006) relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (exemptant la Commission de taxe sur la valeur ajoutée en vertu de l'Accord de siège conclu avec l'Autriche) |
| DÉCRETS PORTANT CRÉATION D'AUTORITÉS NATIONALES | |
| Biélorus | Décret présidentiel n° 199 du 19 avril 2000 relatif à l'exécution, par le Biélorus, des obligations découlant du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et désignant l'Autorité nationale Règlement du Conseil des ministres n° 1170 du 28 juillet 2000 relatif à la mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires [centre national de données, budget, personnel] |
| Bulgarie | Décision de 2003 du Conseil des ministres relative à l'Autorité nationale |
| Burkina Faso | Décret ministériel n° 022 de 2009 |
| Cambodge | Décret royal instituant l'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques, nucléaires, biologiques et radioactives Sous-décret relatif à l'organisation et au fonctionnement du Secrétariat général de l'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques, nucléaires, biologiques et radioactives |
| Fédération de Russie | Décision n° 733 du 18 octobre 2001 désignant l'Autorité nationale |
| Hongrie | Résolution gouvernementale n° 2087/1999 (5 mai) portant ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et désignation de l'Autorité nationale |
| Iraq | Loi n° 48 de 2012 relative à l'Autorité nationale de surveillance de l'interdiction des armes nucléaires, chimiques et biologiques |
| Lituanie | Résolution gouvernementale du 12 juillet 1998 désignant l'Autorité nationale |
| Madagascar | Arrêté ministériel n° 5983/99 instituant l'Autorité nationale |
| Niger | Décret n° 2013-490/PRN portant création de l'Autorité nationale |
| Portugal | Résolution n° 102/2001 du Conseil des ministres instituant l'Autorité nationale |
| République tchèque | Décision gouvernementale n° 535 du 16 octobre 1996 désignant l'Autorité nationale Décision gouvernementale n° 883 du 23 décembre 1998 [contribution à la Commission préparatoire, financement de la station AS26, personnel] |
| Slovaquie | Résolution gouvernementale 514/1997 du 8 juillet 1997 désignant l'Autorité nationale |
| Ukraine | Décret présidentiel désignant l'Autorité nationale |

D'autres dispositions législatives pertinentes, y compris celles interdisant ou incriminant les explosions nucléaires, l'utilisation illicite de matières nucléaires ou radioactives ou les armes de destruction massive, peuvent être consultées dans la base de données sur la législation d'application du Traité, sur la page Web consacrée aux ressources juridiques : <http://www.ctbto.org/member-states/legal-resources/>.

ANNEXE II

INSTALLATIONS : ACCORDS/ARRANGEMENTS EN VIGUEUR
(au 31 août 2020)

| | État signataire | Cote du document et date de publication | Convention des Nations Unies applicable, <i>mutatis mutandis</i> | Exemption de : | | |
|----|----------------------|---|--|----------------|----------------------------------|------------------|
| | | | | Taxes directes | Taxes indirectes (Remboursement) | Droits de douane |
| 1 | Afrique du Sud | CTBT/LEG.AGR/1 12 octobre 1999 | X | X | X | X |
| 2 | Argentine | CTBT/LEG.AGR/24 26 avril 2004 | X | X | X | X |
| 3 | Arménie | CTBT/LEG.AGR/47 29 mars 2017 | X | X | X | X |
| 4 | Australie | CTBT/LEG.AGR/7 25 août 2000 | X | X | (accordé par la réglementation) | X |
| 5 | Autriche | CTBT/LEG.AGR/42 18 septembre 2013 | N.C. | X | X | X |
| 6 | Canada | CTBT/LEG.AGR/10 12 février 2001 | X | X | X | X |
| 7 | Espagne | CTBT/LEG.AGR/21 19 décembre 2003 | Convention des Nations Unies Institutions spécialisées | X | X | X |
| 8 | Fédération de Russie | CTBT/LEG.AGR/33 16 janvier 2007 | X | X | – | X |
| 9 | Finlande | CTBT/LEG.AGR/5 8 juin 2000 | X | X | X | X |
| 10 | France | CTBT/LEG.AGR/25 17 mai 2004 | X | X | X | X |
| 11 | Guatemala | CTBT/LEG.AGR/29 13 septembre 2005 | X | X | X | X |
| 12 | Îles Cook | CTBT/LEG.AGR/4 30 mai 2000 | X | X | – | – |
| 13 | Islande | CTBT/LEG.AGR/30 6 février 2006 | X | X | X | X |
| 14 | Israël | CTBT/LEG.AGR/44 6 mars 2014 | – | X | – | X |
| 15 | Jordanie | CTBT/LEG.AGR/3 10 février 2000 | X | X | X | X |
| 16 | Kazakhstan | CTBT/LEG.AGR/35 12 décembre 2008 | X | X | X | X |
| 17 | Kenya | CTBT/LEG.AGR/2 10 février 2000 | X | X | X | X |
| 18 | Koweït | CTBT/LEG.AGR/46 12 décembre 2016 | X | X | X | X |
| 19 | Mauritanie | CTBT/LEG.AGR/17 29 septembre 2003 | X | X | X | X |
| 20 | Mexique | CTBT/LEG.AGR/40 28 octobre 2011 | X | X | – | X |

| | État signataire | Cote du document et date de publication | Convention des Nations Unies applicable, <i>mutatis mutandis</i> | Exemption de : | | |
|----|-----------------------------|---|--|----------------|----------------------------------|------------------|
| | | | | Taxes directes | Taxes indirectes (Remboursement) | Droits de douane |
| 21 | Mongolie | CTBT/LEG.AGR/12 8 août 2001 | X | X | X | X |
| 22 | Namibie | CTBT/LEG.AGR/36 4 mai 2009 | X | X | X | X |
| 23 | Niger | CTBT/LEG.AGR/8 1 ^{er} décembre 2000 | X | X | – | X |
| 24 | Norvège | CTBT/LEG.AGR/15 19 juin 2002 | X | X | X | X |
| 25 | Nouvelle-Zélande | CTBT/LEG.AGR/9 5 janvier 2001 | X | X | – | X |
| 26 | Ouganda | CTBT/LEG.AGR/41 20 juin 2012 | X | X | X | X |
| 27 | Palaos | CTBT/LEG.AGR/14 14 juin 2002 | X | X | X | X |
| 28 | Panama | CTBT/LEG.AGR/20 19 décembre 2003 | X | X | X | X |
| 29 | Paraguay | CTBT/LEG.AGR/31 6 février 2006 | X | X | X | X |
| 30 | Pérou | CTBT/LEG.AGR/16 1 ^{er} août 2002 | X | – | – | – |
| 31 | Philippines | CTBT/LEG.AGR/22 10 mars 2004 | X | X | X | X |
| 32 | République centrafricaine | CTBT/LEG.AGR/38 2 février 2011 | X | X | X | X |
| 33 | République tchèque | CTBT/LEG.AGR/23 10 mars 2004 | X | X | X | X |
| 34 | République-Unie de Tanzanie | CTBT/LEG.AGR/34 19 décembre 2007 | X | X | X | X |
| 35 | Roumanie | CTBT/LEG.AGR/27 4 novembre 2004 | X | X | X | X |
| 36 | Royaume-Uni | CTBT/LEG.AGR/26 15 septembre 2004 | X | X | X | X |
| 37 | Sénégal | CTBT/LEG.AGR/32 11 avril 2006 | X | X | – | X |
| 38 | Tunisie | CTBT/LEG.AGR/43 19 février 2014 | X | X | X | X |
| 39 | Turkménistan | CTBT/LEG.AGR/45 29 janvier 2016 | X | X | X | X |
| 40 | Ukraine | CTBT/LEG.AGR/11 3 mai 2001 | Convention des Nations Unies Institutions spécialisées | X | X | X |
| 41 | Zambie | CTBT/LEG.AGR/13 4 février 2002 | X | X | X | X |

ANNEXE III

VUE D'ENSEMBLE DES TAXES ET DROITS PAYÉS
AUX ÉTATS SIGNATAIRES

1. La Commission a adopté le budget-programme pour 2020-2021 à sa cinquante-troisième session (CTBT/PC-53/2/Rev.1, par. 28).
2. Au 31 décembre 2019, la Commission préparatoire avait payé un montant total cumulé de 6 246 181 dollars des États-Unis au titre des taxes et droits de douane pour la période 1998-2019. Le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2018-2019 (CTBT/PTS/INF.1540, p. 356) présente, en ce qui concerne les décaissements correspondant au paiement de taxes et de droits de douane, les informations suivantes :

| Année | Dollars É.-U. |
|--------------|------------------|
| 1998 | 5 780 |
| 1999 | 152 520 |
| 2000 | 58 143 |
| 2001 | 151 768 |
| 2002 | 271 921 |
| 2003 | 192 839 |
| 2004 | 245 799 |
| 2005 | 750 946 |
| 2006 | 288 335 |
| 2007 | 331 405 |
| 2008 | 295 116 |
| 2009 | 218 381 |
| 2010 | 295 435 |
| 2011 | 304 765 |
| 2012 | 321 065 |
| 2013 | 637 000 |
| 2014 | 336 913 |
| 2015 | 232 808 |
| 2016-2017 | 606 211 |
| 2018-2019 | 549 031 |
| Total | 6 246 181 |

Compte tenu de l'adoption du budget-programme 2020-2021, les informations présentées ci-dessus seront actualisées lorsque le rapport sur l'exécution du budget-programme de la biennie sera disponible.

3. Certains États continuent de percevoir des taxes et des droits de douane de la Commission. Depuis 2010, le Secrétariat technique provisoire envoie chaque année aux États signataires des lettres sollicitant le remboursement des taxes ou droits de douane payés à leurs autorités fiscales nationales au cours de l'année précédente. Le Commissaire aux comptes appuie cette pratique (voir document CTBT/PTS/INF.1351, annexe I, recommandation traitée 2012-3). La Commission a obtenu un remboursement de trois États signataires au cours de la biennie 2018-2019.

4. Les consultations menées avec les États signataires ont permis de préciser la nature des taxes payées par la Commission et d'identifier les procédures nationales de remboursement ou les autres mécanismes susceptibles de permettre à la Commission d'être exemptée. Dans certains cas, l'absence de fondement juridique entrave le remboursement des taxes. Le Secrétariat propose aux États signataires concernés de les aider à élaborer les mesures législatives ou administratives nécessaires pour que la Commission soit exemptée de taxes et de droits de douane.

ANNEXE IV

PROGRAMME D'ASSISTANCE JURIDIQUE DU SECRÉTARIAT TECHNIQUE PROVISOIRE

1. **Assistance bilatérale :** Les États qui souhaitent consulter le Secrétariat à propos de mesures d'application nationales sont invités à se mettre en contact avec lui par courrier électronique (legal.registry@ctbto.org) ou par téléphone (+43 1 26030 6107). Sur demande, le Secrétariat peut donner des avis sur des projets de loi et fournir d'autres formes d'assistance.
2. **Cours de formation, ateliers et présentations :** Le Secrétariat présente régulièrement, à des ateliers, séminaires, formations, manifestations extérieures et conférences universitaires, des exposés sur divers aspects de l'application du Traité par les pays. Depuis 2011, il organise des ateliers sur le sujet dans le cadre des cours sur la politique publique. Ces ateliers visent à fournir aux États divers outils à des fins d'auto-évaluation nationale et une aide à la rédaction de textes législatifs, et à faciliter l'échange d'informations sur les mesures législatives d'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
3. **Site Web public de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires :** La page Web consacrée aux ressources juridiques offre aux utilisateurs un guichet unique à partir duquel ils peuvent accéder à des instruments juridiques pertinents, des documents de référence et des outils documentaires, facilitant ainsi l'échange d'informations en ce qui concerne les mesures juridiques d'application du Traité. Les ressources ci-après peuvent être consultées sur la page Web consacrée aux ressources juridiques, à l'adresse <http://www.ctbto.org/member-states/legal-resources> :

| Document | Description | Langues |
|---|--|--|
| Guide pour la signature et la ratification | | Anglais, espagnol et français |
| Informations générales sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à l'intention des parlementaires | | Anglais, arabe, espagnol et français |
| Guide des mesures nationales d'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires | Inclut différents modèles de législation | Anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe |
| Base de données sur la législation d'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires | Inclut les législations nationales relatives aux essais nucléaires et d'autres législations pertinentes en matière nucléaire | |
| Questionnaire sur la législation relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires | Destiné à faciliter l'évaluation des mesures nationales qui pourraient être nécessaires pour la mise en œuvre du Traité | Anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe |
| Commentaire sur les mesures d'application nationales relatives aux inspections sur place visées par le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires | | Anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe |
| Accord type sur les installations | | Anglais (autres langues sur demande) |